

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2025

Au 2^e trimestre 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse de 7,7 points pour atteindre 97,5, un niveau désormais proche de sa moyenne de long terme (100). Ce rebond reflète un regain de confiance dans les milieux d'affaires.

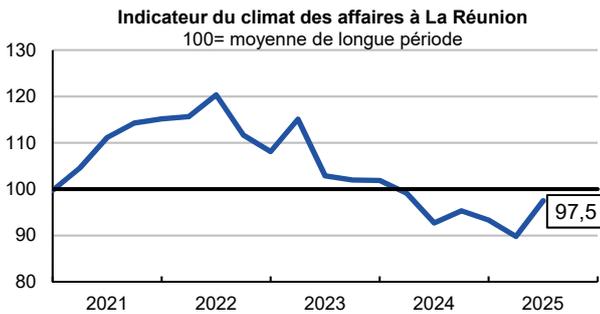
Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité économique cesse de s'affaiblir. Cette amélioration s'explique par un volume d'affaires supérieur aux anticipations, dans un contexte d'inflation maîtrisée et de redressement modeste de la consommation des ménages. Elle traduit également, dans une certaine mesure, la diminution de l'impact du passage de Garance sur l'activité.

Cependant, ce redressement n'est pas homogène : si les secteurs des services et du commerce connaissent une nette amélioration, le tourisme et les industries manufacturières continuent de montrer des signes de faiblesse.

Conjoncture au 2^e trimestre : un début d'accalmie

Regain de confiance dans le climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, bondit au 2^e trimestre à 97,5 (+7,7 points). Il se rapproche ainsi de sa moyenne de longue période, suggérant que l'activité économique cesse de s'affaiblir.



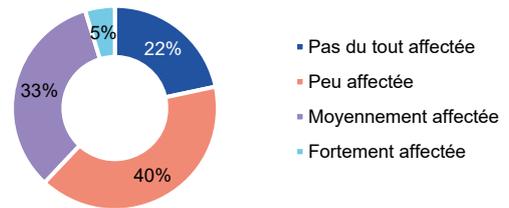
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Les réponses des chefs d'entreprise sont plus optimistes pour le trimestre en cours (2^e trimestre 2025) que pour le trimestre à venir (3^e trimestre 2025). L'activité s'améliorerait même légèrement sur les mois d'avril à juin : le solde d'opinion mesurant son niveau devient positif pour la première fois depuis deux ans. Le solde des effectifs déclarés par les chefs d'entreprises rebondit également, après une très forte baisse au 1^{er} trimestre liée au passage du cyclone Garance. Les prévisions d'investissement sur 12 mois comme les carnets de commande augmenteraient de nouveau. Ces évolutions contrastent positivement avec les anticipations des chefs d'entreprise au cours de l'enquête précédente. Néanmoins, les soldes de gestion (charges

d'exploitation, trésorerie et délais de paiement) demeurent négatifs sur les trois derniers mois.

Par ailleurs, l'épidémie de chikungunya a semblé peser sur l'économie de l'île au 2^e trimestre. Parmi les chefs d'entreprises interrogés, 78,4 % déclarent que leur activité a été affectée par l'épidémie. Pour rappel, selon l'Agence Régionale de Santé, environ 54 545 cas de chikungunya confirmés biologiquement ont été enregistrés à La Réunion depuis le début de l'année 2025. Le pic d'incidence a été atteint fin mars 2025.

Part des entreprises affectées par l'épidémie du Chikungunya

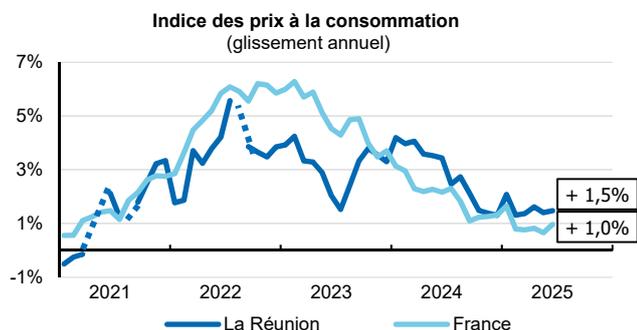


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

S'agissant du trimestre à venir, les chefs d'entreprise semblent pessimistes, comme le reflètent les soldes d'opinion tous négatifs pour le 3^e trimestre.

L'inflation se stabilise à un niveau modéré

L'inflation augmente légèrement à La Réunion. Elle demeure cependant en deçà du seuil des 2 % pour le cinquième mois consécutif. Les prix progressent de 1,5 % en glissement annuel à fin juin (après +1,4 % à fin mars), contre +1,0 % dans l'Hexagone.



Source : Insee, IPC ©IEDOM

Sur un an, les prix du tabac connaissent la hausse la plus importante (+7,9 %). Néanmoins, ils pèsent peu dans l'indice général des prix (moins de 0,1 point de pourcentage). Les prix des services (loyers, eau et charges, transports, services financiers, etc.), qui comptent quant à eux pour moitié dans cet indice, augmentent de 3,3 %. Ils sont le plus grand contributeur à l'inflation (+1,5 pp).

La hausse des prix des produits alimentaires sur les 12 derniers mois reste significative (+3,2 %, avec une contribution de 0,5 point). Cette hausse est portée par celle des prix des produits frais (+9,5 %) qui demeurent encore élevés suite au passage du cyclone Garance.

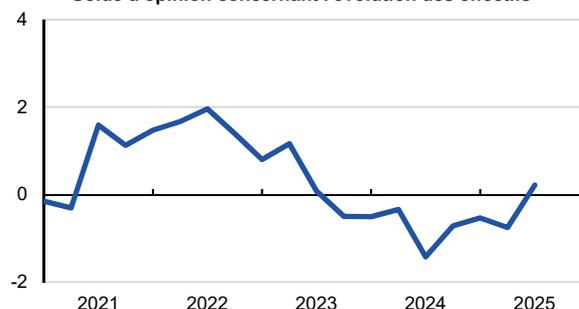
Les prix des produits manufacturés ont modérément augmenté (+0,3 % pour une contribution de 0,1 pp). En revanche, les prix de l'énergie reculent de 10,7 % (soit une contribution de -0,8 pp), dans le sillage de la détente des prix des produits pétroliers (-9,8 % sur un an). Les prix de l'énergie à La Réunion diminuent désormais pour le cinquième trimestre consécutif.

À noter, les chefs d'entreprises interrogés dans l'enquête de conjoncture anticipent une nouvelle baisse de leurs prix de vente pour le trimestre à venir.

Emploi : une amélioration timide

Les conditions sur le marché du travail s'améliorent au 2^e trimestre. Les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture signalent une augmentation du niveau de leurs effectifs. D'autres indicateurs confirment ce redressement. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A recule ainsi de 3,2 % sur le trimestre (données CVS) pour atteindre 116 190 personnes. Cependant, la dégradation des statistiques d'emploi du 1^{er} trimestre reflétait dans une certaine mesure le passage du cyclone Garance. Ainsi, sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi reste en progression de 1,5 % à fin juin.

Solde d'opinion concernant l'évolution des effectifs

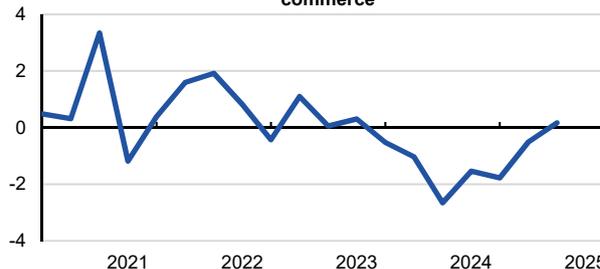


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Premiers signes d'amélioration de la consommation privée

La consommation des ménages réunionnais montre des signes d'amélioration. Les chefs d'entreprise du secteur du commerce répondant à l'enquête de conjoncture déclarent une hausse de leur activité au 2^e trimestre pour la première fois depuis mi-2023. La circulation fiduciaire progresse de nouveau à fin juin (+6,7 %) après un recul en mars (-16,8 %). Les encours de crédits à la consommation ont augmenté de 10,3 % sur un an à fin juin, après +9,3 % à fin mars. Parallèlement, les ventes de véhicules neufs ont progressé de 1,6% au premier semestre (données CVS), après une baisse de 9,4% sur la même période en 2024.

Solde d'opinion concernant l'activité du secteur du commerce

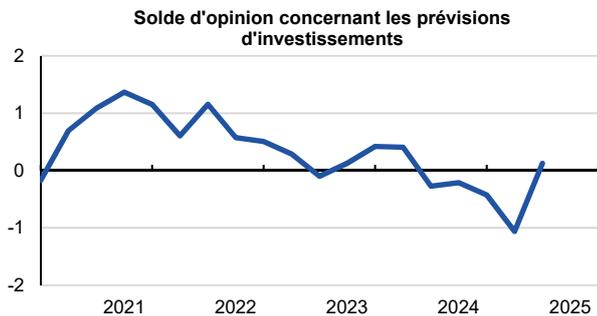


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Néanmoins, la vulnérabilité des ménages financièrement fragiles reste élevée. Le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement à l'IEDOM augmente de 17,1 % par rapport à la même période l'année dernière. Ce niveau est supérieur de 75,2 % au nombre de dossiers déposés en 2019, dernière année de référence hors crise sanitaire.

Les intentions d'investir rebondissent

Les prévisions d'investissement à 12 mois se redressent nettement sur le trimestre. Le solde d'opinion des chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture est en hausse pour la première fois depuis mi-2024.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

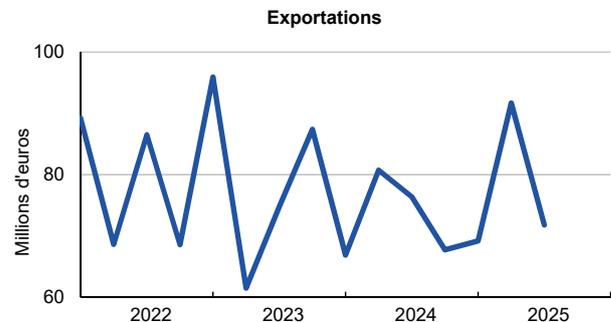
Repli des échanges extérieurs

Le niveau des exportations recule sur le trimestre (- 21,7 %, en valeur, CVS). Ce recul compense le rebond au trimestre précédent (+ 31,8 %). Cette évolution s'explique par la baisse des exportations des produits issus de l'industrie agroalimentaire (-36,0 %, en valeur, CVS).

Les importations, quant à elles, diminuent modérément (- 3,7 %). Cette évolution résulte d'une nette baisse des biens d'investissement (-24,3%, données CVS), suite à une forte hausse enregistrée en début d'année, notamment liée aux importations de véhicules particuliers, utilitaires et autobus. Les importations de biens de consommation durables reculent également de 5,1 %. En revanche, les importations de biens intermédiaires bondissent de 23,7 %.

L'évolution du montant des transactions immobilières suggère que la reprise des investissements résidentiels commence à se matérialiser. Les montants des ventes dans l'ancien augmentent de 9,9 % (données CVS) par rapport au trimestre précédent.

Par ailleurs, bien que la vulnérabilité des entreprises persiste, l'évolution du nombre d'entreprises en défaillances laisse présager une amélioration. En effet, à juin 2025, le nombre d'entreprises en défaillance augmente de 3,0 % en cumul sur l'année par rapport à l'année précédente, contre +15,9 % en mars 2025.



Source : Douanes, CVS IEDOM - ©IEDOM

Les secteurs des services et du commerce se redressent

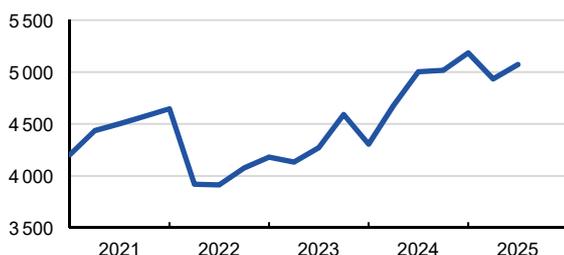
Les chefs d'entreprises d'une majorité de secteurs signalent une amélioration de leur activité. Les secteurs du tourisme et des industries manufacturières subissent toutefois des dynamiques négatives.

Les secteurs de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires (IAA)** enregistrent une croissance de leur activité au 2^e trimestre 2025. Celle-ci est reflétée par des carnets de commandes en forte progression. Les abattages sont dynamiques sur le trimestre : + 2,8% sur le trimestre (données CVS) pour la volaille et +4,7% pour les porcins. Les exportations

brutes de produits de la pêche sont en hausse : +6,5 % sur les douze derniers mois. Par ailleurs, les chefs d'entreprise déclarent des effectifs de nouveau en hausse ce trimestre.

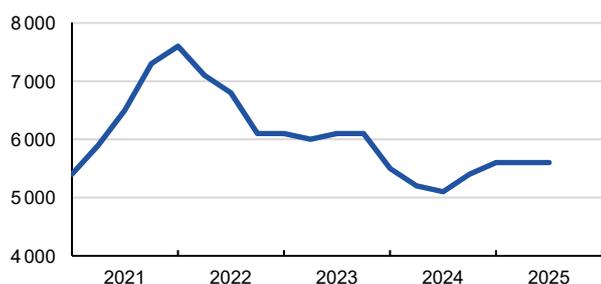
Dans le secteur de la **construction et des travaux publics**, l'activité déclarée reste bien orientée ce trimestre, et les soldes de gestion sont positifs. Toutefois, les prévisions d'investissement sur 12 mois restent négatives depuis 3 ans et les carnets de commandes sont en baisse depuis le début de l'année. Le nombre de logements mis en chantier stagne, bien que celui des chantiers autorisés augmente modestement (+1,7 %) entre fin mars et fin juin.

Évolution du nombre d'abattages volailles



Source : Ariv - ©IEDOM

Évolution des logements mis en chantier

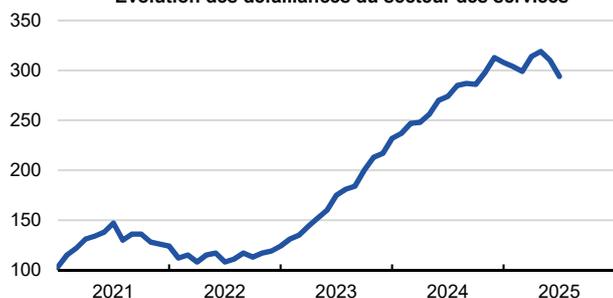


Source : Deal Réunion, cumul annuel

©IEDOM

Dans le secteur des **services marchands**, les entreprises voient leur volume d'affaires s'améliorer, après une forte dégradation de leur activité au 1^{er} trimestre et un an de baisse de leur activité déclarée. Le solde d'opinion relatif au niveau de leurs effectifs a également progressé, mais dans une moindre mesure. Par ailleurs, les défaillances d'entreprises dans ce secteur ont reculé de 6,5% entre mars et juin 2025. Les prévisions d'investissement à douze mois, de nouveau positives, traduisent également un regain d'optimisme dans ce secteur qui compte pour 40 % environ de la valeur ajoutée produite à La Réunion.

Évolution des défaillances du secteur des services

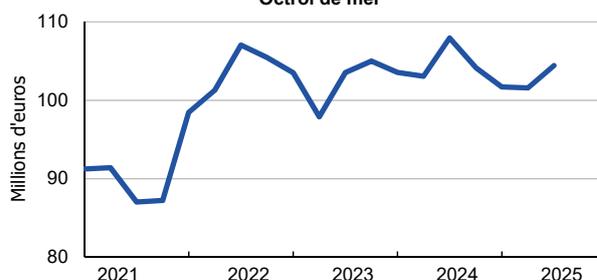


Cumul des 12 derniers mois,

Source : IEDOM : base FIBEN (Banque de France)

Dans le secteur du **commerce**, les chefs d'entreprise rapportent une légère amélioration de leur activité, la première depuis le 2^e trimestre 2023. Les recettes d'octroi de mer, qui reflètent le niveau des transactions commerciales, augmentent de 2,8 % sur un an à fin juin (données CVS). La dégradation déclarée des délais de paiement est désormais moins rapide. Le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement sur 12 mois devient positif.

Octroi de mer

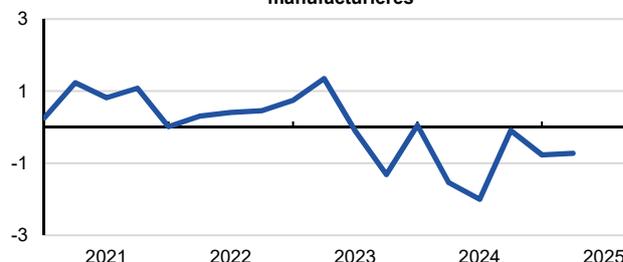


Source : Trésorerie Générale, CVS IEDOM - ©IEDOM

Dans le secteur du **tourisme**, le volume d'activité déclarée a chuté ce trimestre après une légère amélioration au 1^{er} trimestre. Les réservations de séjour ont souffert du passage du cyclone Garance. Les soldes de gestion sont négatifs, bien que les prévisions d'investissement à 12 mois demeurent positives. Parmi, les entreprises répondantes, 86,2 % déclarent que leur activité a été affectée par l'épidémie de chikungunya, un chiffre supérieur à la moyenne sectorielle. Le taux d'occupation des hôtels enregistre une stagnation au premier semestre, à un niveau proche de l'année dernière, tout comme le trafic Hexagone-Réunion (+1,1%, données CVS).

Dans le secteur des **industries manufacturières**, les chefs d'entreprise interrogés continuent de signaler une dégradation de leur volume d'affaires. Tous les soldes de gestion, à l'exception des charges d'exploitation sont fortement négatifs, à l'instar des prévisions d'investissements sur les 12 prochains mois. Le solde d'opinion des effectifs demeure également mal orienté sur le trimestre.

Solde d'opinion concernant l'activité des industries manufacturières



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Croissances économiques stables malgré un contexte mondial incertain

À Madagascar, selon la Banque centrale, la croissance économique atteindrait +3,7 % en 2025 après +4,2 % en 2024. L'inflation mesurée en glissement annuel reste élevée (8,2% en juin 2025), et résulte principalement de la hausse des prix du riz, des produits importés et de l'énergie. Dans ce contexte, la Banque centrale maintient son taux directeur à 12 % depuis mai 2025 pour contenir les pressions inflationnistes, tout en prévoyant une décélération progressive de l'inflation vers un objectif de moyen terme de 5%.

À Maurice, le FMI prévoit une croissance économique de +3 % en 2025, en légère baisse par rapport à l'année précédente (+4,7 %). L'inflation est maîtrisée : elle s'établit à 3,1 % à juillet 2025, avec un taux directeur maintenu à 4,5 % depuis le mois de février. La Banque centrale souligne toutefois les risques liés aux incertitudes mondiales et aux pressions inflationnistes externes. Elle insiste sur la nécessité d'une politique budgétaire prudente pour soutenir la croissance dans un contexte de dette publique élevée.

En Afrique du Sud, le PIB devrait croître plus modestement de +1 % en 2025 selon le FMI, dans un contexte de chômage et de dette publique élevés. L'inflation a atteint 3,0 % à fin juin 2025 (glissement annuel). Cette augmentation est principalement due à une hausse des prix alimentaires. Concernant la politique monétaire, la Banque centrale d'Afrique du Sud (SARB) a maintenu son taux directeur à 7,75 % lors de sa décision de fin juin dernier.

Aux Seychelles, l'inflation s'est légèrement redressée mais reste faible : 0,5 % en juin 2025 (glissement annuel). La Banque centrale seychelloise maintient son taux directeur à 1,75 % depuis le début de l'année 2025. Au total, 192 407 touristes ont visité les Seychelles au premier semestre 2025, soit une augmentation de 9,2 % en glissement annuel. Celle-ci s'est traduite par une hausse de 17 % des recettes touristiques, qui ont été estimées à 535 millions de dollars américains au cours de cette période.

Aux Comores, la croissance du PIB est estimée à +3,8 % en 2025 selon le FMI, soutenue par l'investissement public et la reprise du crédit au secteur privé. L'inflation reste élevée, atteignant 6,5 % en mars 2025, en raison des pressions sur les prix alimentaires liées aux cyclones et à la demande saisonnière. La dette publique atteint 37 % du PIB en 2024.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

Une économie résiliente en dépit d'incertitudes persistantes

Le FMI maintient les anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Ces anticipations s'élèvent à 4,2 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage en-deçà des estimations communiquées en avril, puis à 3,6 % en 2026, chiffre stable. Cette apparente stabilité cache toutefois des situations contrastées ; les États-Unis pourraient subir un taux d'inflation plus élevé suite à la mise en place des nouveaux droits de douane.

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance aux États-Unis. Le PIB progresserait de 1,9 % en 2025 et 2,0 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 1,8 % et 1,7 % en avril 2025. Ce regain d'optimisme procède de l'établissement des nouveaux droits de douane à des niveaux inférieurs à ceux anticipés et d'un assouplissement des conditions de financement aux États-Unis.

Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone Euro en 2025. Celles-ci s'élèvent à 1,0 % contre 0,8 % dans les projections communiquées en avril 2025. Les projections pour 2026 sont stables, à 1,2 %. Cette réévaluation est portée par les bonnes performances de l'économie irlandaise, toutefois peu représentative de l'ensemble de la zone, et par la hausse des anticipations de dépenses dans le secteur de la défense.

En France, le deuxième trimestre 2025 est marqué par une légère accélération de la croissance du PIB, à 0,3 %, contre 0,1 % au premier trimestre, selon les estimations de l'Insee. Cette accélération se fait notamment à la faveur d'un léger rebond de la consommation des ménages. Après s'être établi à -0,3 % au premier trimestre, celle-ci est revenue en territoire positif et s'établit à +0,1 %. La Banque de France a légèrement revu à la baisse ses anticipations de croissance, à +0,6 % pour l'exercice 2025, suivi d'une accélération en 2026, à +1,0 %.

Au Japon, la vigueur de l'investissement privé atténuée la faiblesse des exportations et de la consommation des ménages. Le FMI a ainsi révisé légèrement à la hausse ses anticipations de croissance de l'économie nippone pour 2025, à 0,7 %, contre 0,6 % en avril. Ces projections restent toutefois inférieures aux prévisions communiquées en janvier 2025, à 1,1 %.

Le FMI a révisé à la hausse ses anticipations de croissance dans les pays émergents. À la faveur d'une activité plus soutenue qu'escompté et de la réduction des droits de douane mis en place par les États-Unis, la Chine voit ainsi ses prévisions de croissance pour 2025 réévaluées à 4,8 %, contre 4,0 % en avril 2025. L'Inde bénéficie également d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,4 %, contre 6,2 % en avril. Le FMI maintient ses anticipations de croissance pour les économies d'Afrique subsaharienne, du Moyen Orient et d'Asie Centrale en 2025, tandis que celles des pays émergents d'Europe sont revues à la baisse.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'Iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P. La Cognata ■ Responsable de la rédaction : N. Gopalraja

Rédaction : T. Cabello